



## CHRONIQUE



**DOMINIQUE LECOURT**  
Philosophe,  
directeur général  
de l'Institut Diderot

### L'élitisme face à l'égalitarisme

Après les attentats de janvier 2015, qui a bien voulu s'interroger franchement sur l'absence de la banlieue, place de la République ? Par peur, la plupart des politiques ont fermé les yeux. Les enseignants n'ont suscité qu'incompréhension lorsqu'ils ont alerté les autorités administratives puis l'opinion publique sur les troubles qui ont interrompu dans leurs classes la minute de silence en l'honneur des victimes de *Charlie Hebdo* et de la supérette casher. Ne rien vouloir savoir n'est pourtant pas la meilleure maxime pour qui se réclame hautement de la philosophie des Lumières.

Le malaise qui s'en est suivi se trouve renforcé par l'ambition réformatrice de la ministre de l'éducation nationale. Estimant que le collège constitue le maillon faible du fameux système éducatif, elle veut changer la composition des classes et demande que soit revu le contenu des programmes.

La difficulté pour ceux qui exercent dans notre pays le pouvoir en matière d'éducation tient à ce que, depuis des décennies, c'est fondamentalement la même politique qui a été mise en œuvre, hormis le bref

intermède de Jean-Pierre Chevènement. Les ministres passent rue de Grenelle, l'administration reste. Et l'administration pense, qu'on le veuille ou non, toujours la même pensée, invariable.

Deux mots d'exécration collective résumant cette pensée. L'adversaire premier de l'État en matière d'éducation, ce serait l'élitisme. Mais qui dit élitisme dit compétition. Qui dit compétition, dit concurrence. Et la concurrence, c'est la « loi du marché » : En définitive, cela s'appelle la sélection qui favoriserait une conception égoïste de la nature humaine... La ministre se déclare anti-élitiste, son discours est celui des niveleurs.

L'« encyclopédisme » est le deuxième mot que maudissent les pédagogues ministériels. C'est une représentation de l'acquisition et de la transmission du savoir qu'ils récuse. L'ordre des connaissances ne doit pas s'imposer à l'élève (pardon, à l'apprenant) qui reste, selon eux, dans l'éducation classique, passif. Il faut au contraire qu'il construise son savoir selon son itinéraire propre. Ce serait sa seule chance, disent-ils, de se construire lui-même au prix d'une « déconstruction » qui n'est, sous leurs plumes, qu'un autre mot « snob » pour la pure et simple destruction du système et des personnes.

Les réformes ministérielles en cours s'inscrivent dans cette logique. Le grec et le latin en sont les premières victimes. Malgré les palinodies et les revirements, on s'apprête à en abandonner l'apprentissage proprement dit. On lui substituera une manière d'initiation lexicale supé-

rieure à vocation « pratique » destinée à comprendre les racines grecques ou latines du français. On appelle cela « démocratiser » !

À quoi bon s'obstiner à enseigner ces langues anciennes ? N'est-ce pas contraire au principe d'utilité qui a pris les commandes dans notre philosophie de l'éducation ? Au temps de la « révolution numérique », n'y a-t-il donc pas meilleur service à rendre aux élèves que de les obliger à apprendre les déclinaisons latines ? Telles sont les questions bornées qu'inspire cette éducation « chamallow ».

Le même esprit inspire la deuxième réforme majeure envisagée ; celle de l'enseignement de l'histoire. On peut la résumer par la sentence paradoxale suivante : « Il n'y a d'histoire que pour comprendre le présent ».

Étrangement, les professeurs sont invités à mettre « l'efficacité de leurs cours au service d'une réflexion sur les hommes au-delà des frontières ». L'histoire cède discrètement la place à un exercice abstrait de philosophie de l'histoire. Orientée par « les questions d'aujourd'hui », elle oubliera notre passé au bénéfice des grands monothéismes de l'Asie ou de l'Afrique ou encore des héritages complexes... Décidément, la peur est une passion qui affaiblit le jugement... Qui pourrait voir dans cet oubli la fin de notre malaise ?

Commençons donc à apprendre à nos enfants à maîtriser la langue française à la sortie du primaire et à s'orienter dans les grands événements qui ont façonné notre histoire qui est aussi la leur.